

Nouvelles images d'Haïti



Bulletin mensuel du Collectif Haïti de France

21 ter, rue Voltaire - 75011 Paris

Tél : 01 43 48 31 78

Inforépondeur : 01 43 48 20 81

Mail : collectifhaiti@hotmail.com

Site internet : www.collectifhaiti.org

Supplément à Une Semaine en Haïti

Mai 2002 - N° 8

EDITORIAL

Le 24 Avril, le Collectif Haïti de France a organisé une conférence avec Béatrice Pouligny, chercheur au Centre d'Etudes et de Recherches Internationales (CERI - Sciences Po), professeur à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris. Elle a travaillé pendant une dizaine d'années pour des Organisations internationales et locales en Amérique Latine, dans les Caraïbes et en Afrique. Elle a vécu et travaillé en Haïti de 1989 à 1993 et y ai retourné régulièrement depuis pour procéder à des enquêtes socio-politiques et participer à des formations auprès d'organisations de base.

« J'ai vécu et travaillé en Haïti. J'y ai des amis, une partie de ma famille « de cœur ». Mon apport n'est pas un regard « d'expert » mais avant tout une contribution modeste à une réflexion collective sur la relation d'Haïti avec son entourage immédiat ou plus lointain ».

En reprenant certains éléments de son intervention, nous vous proposons d'explorer les différentes stratégies qui ont été mises en œuvre par les acteurs locaux pour faire en sorte que l'action de l'extérieur puisse servir de levier. Comment imaginer de nouveaux leviers ? Des pistes sont proposées. Elles restent à approfondir par chacun d'entre nous pour que cette relation à inventer serve au développement de tous les Haïtiens.

La rédaction

Haïti et la « communauté internationale » : une relation à ré-inventer...

A propos d'une conférence de Béatrice Pouligny

Les relations avec l'international... des relations ambiguës

Le cas d'Haïti est très révélateur de situations où la quête d'une légitimation par l'international est censée compenser un déficit de légitimité interne. Pendant les trois années qui suivirent le coup d'Etat de septembre 1991, être admis aux tables de négociations ou même être simplement reçu par telle ou telle délégation de passage en Haïti, était devenu la principale activité des hommes politiques et de certains acteurs de la "société civile", à Port-au-Prince.

Même si les hommes politiques ont pu critiquer de façon extrêmement forte les représentants de pays et d'organisations s'impliquant dans la vie politique haïtienne, leur relation à « l'international » a, de tout temps, été perçue comme donnant l'accès au pouvoir, à l'argent. C'est une relation extrêmement ambiguë qui conduit, le plus souvent, à minimiser sa marge de manœuvre, l'international servant

plus de bouc émissaire et à se dédouaner de ses propres responsabilités que comme levier pour l'action politique.

Interventions extérieures, leviers pour la mobilisation

Du côté des acteurs sociaux, en revanche, on se pense et on conteste à partir de principes et de référents empruntés à l'extérieur. Dans les années 1980, les acteurs communautaires haïtiens (les « forces vives » de la société) ont repris des prises de position mais aussi des mots d'ordre, discours, valeurs... formulés par des acteurs extérieurs à Haïti en faveur de la démocratie, pour appuyer, légitimer, voir modifier leurs méthodes d'actions, de mobilisation. C'est ainsi que certains aspects de la politique de l'administration américaine sous Carter qui poussait à une « libéralisation minimale » du régime de Jean-Claude Duvalier (en particulier à travers le développement de médias libres), ou encore le mot d'ordre du pape Jean-Paul II, lors de sa visite en Haïti, en mars 1983 : « il faut que quelque chose change ici »... ont pu être « détournés » par les acteurs sociaux dans leurs actions de mobilisation.

Pendant la période électorale 1990-1991, ou pendant l'opération « Restore Democracy », lorsque les « Blancs » sont intervenus physiquement, relativement massivement, on a essayé de les forcer à agir. Par exemple, des groupes de paysans ont cherché à impliquer l'ONU dans le règlement de conflits fonciers, notamment dans la région du Bas-Artibonite

où cette question est particulièrement épineuse. Dans certains cas, les organisations paysannes ont ostensiblement créé des incidents en espérant forcer ainsi les militaires onusiens à s'occuper de conflits en suspens depuis longtemps. Accessoirement, elles espéraient parfois voir la mission onusienne prendre position en leur faveur, ce qui était censé renforcer leur position dans le rapport de force avec les grands propriétaires. À côté des problèmes fonciers, les problèmes de sécurité constituaient un sujet particulièrement sensible : dans les mois qui ont suivi la prise de fonction de la MINUHA, des incidents ont éclaté dans différentes régions. Motif : « les forcer à faire leur travail et leur faire comprendre qu'ils doivent changer de méthode vis-à-vis des voleurs et des bandits ». La méthode a peu varié d'une localité à l'autre : la population manifestait bruyamment, coupait des routes nationales, fermait voire brûlait des bâtiments publics jusqu'à ce qu'un détachement de militaires onusiens arrive sur les lieux. Ils étaient alors reçus par un comité qui faisait état de tous les problèmes.

Ces stratégies ont leur limite.

- Pour pouvoir modifier les rapports de force, changer les règles du jeu, les acteurs sociaux et communautaires doivent puiser dans leurs propres forces ou trouver des alliés auprès des acteurs politiques. Or, en 1994, le secteur organisé en Haïti a été laminé, notamment par les effets de la répression et les déplacements forcés de la population. Les organisations de ce secteur ne s'estimaient pas capables de déployer une « stratégie concertée » et se limitaient donc à des approches ponctuelles. Et surtout, elles n'ont pas été soutenues par les acteurs politiques et très peu par les acteurs sociaux.
- Ni les uns ni les autres n'ont forcé les intervenants à aborder différemment la société haïtienne, non pas comme une masse informe, homogène, « abrutie de misère », « victime » incapable de penser... mais comme un ensemble divers d'acteurs capables, au moins dans une certaine mesure, de formuler des projets.

Réinventons cette relation

Un constat lucide doit être fait. Peu de place est laissé à Haïti dans les agendas des politiques étrangères.

- USA :
 - ✓ Claire focalisation autour du thème du terrorisme.
 - ✓ Administration républicaine beaucoup trop ambiguë vis-à-vis du cas colombien pour s'engager sérieusement sur le dossier drogue.
 - ✓ Pas d'intérêt des Démocrates à pousser sur ce dossier compte-tenu de l'implication de l'administration Clinton et du « succès » vendu à l'extérieur.
 - ✓ Pratiquement plus de problèmes de boat people (du moins sont-ils « réglés » par le renvoi systématique des boat people interceptés en mer ; ce qui ne signifie pas que le sujet des migrants haïtiens vers les États-Unis soit « réglé » mais son poids dans la politique intérieure américaine est considérablement réduit).
- Europe / France :
 - ✓ Au niveau européen, quand il s'agit d'Haïti, globalement, on laisse parler « les Français ».
 - ✓ Pas d'intérêt dans la classe politique française sur ce dossier, suivi par des individus liés personnellement à des leaders politiques haïtiens. Bien des décisions ou

des soutiens surprenants de prime abord s'éclaircissent en partie par ces déterminants inter-personnels. Du côté des agents de l'administration, connaissance générale assez faible, au-delà d'implications individuelles.

- Instances internationales : Aux Nations Unies, comme à l'OEA, l'engagement en faveur d'Haïti a notamment tenu à l'implication de certaines individualités. Cette page est largement tournée aux Nations Unies (Secrétariat et très peu de chances que le Conseil de sécurité se ré-intéresse à ce dossier, sauf si les Cinq permanents considéraient que, pour des raisons différentes, Haïti constituait une bonne diversion...).
- Acteurs régionaux : Difficulté des acteurs politiques et sociaux haïtiens à développer des liens de solidarité et d'échanges concrets et durables avec les voisins de la Caraïbe et des Amériques.

Face à ce constat, la marge de manœuvre est extrêmement étroite pour obtenir des avancées politiques majeures. En revanche, on peut espérer jouer « à la marge », en particulier en devenant une force de propositions positives, constructives. Alors que, sur Haïti, « on ne sait pas quoi faire », tous ceux qui viennent avec des propositions ont des chances d'être plutôt les bienvenus (ce qui n'est pas une garantie de succès ; nul ne peut garantir ce que deviendra une proposition ainsi « récupérée »...). Cela suppose, entre autres choses, de correctement identifier ses interlocuteurs, leur rôle, leur position dans l'architecture internationale d'ensemble, etc.

Pour les personnes originaire d'Haïti, résidant en Europe, Béatrice Pouligny a proposé trois éléments sur la base desquels on peut essayer de ré-investir la relation que le pays entretient avec l'extérieur :

- 1) Repenser son rôle comme composante à part entière de la société française, ses relations avec les composantes d'autres origines (tout particulièrement antillaises et noir-africaines) ; ce n'est pas aisé ; il faut sans doute identifier des sujets précis sur lesquels ces liens peuvent être renforcés :
 - enjeux socio-politiques concrets comme les droits des sans-papiers ou personnes d'origine étrangère ;
 - manifestations et échanges culturels. L'engagement de certains artistes comme Mimi Bartélémy ou comme Hervé Denis (qui vient de nous quitter), le succès de certaines expositions récentes en France, nous rappellent à la fois l'intérêt réel que l'on peut susciter, dans ce pays, en promouvant un art tout à fait exceptionnel dans sa richesse et sa diversité et les dialogues féconds à tisser avec d'autres expressions venues d'Afrique et des Antilles.
- 2) Se créer une place comme interlocuteur à part entière de la coopération française, au même titre que les ONG françaises, en veillant à ce que cela serve de relais avec ceux qui sont la véritable « société civile » haïtienne (une représentation trop souvent confisquée par des petits groupes d'individus). Un dialogue avec des groupes de solidarité originaires d'autres pays ayant déjà mené

un travail en ce sens pourrait être intéressant. Béatrice Pouligny a cité, en particulier, le cas des associations de migrants originaires d'Afrique de l'Ouest.

- 3) Cet exemple des migrants (maliens ou sénégalais plus spécifiquement) l'a conduit à évoquer une troisième proposition concernant le rôle crucial joué par les « remises » (argent envoyé par le « 10^e département ») dans l'économie haïtienne.

Les estimations « officielles » indiquent que les remises représenteraient entre une fois et une fois et demi le budget d'Haïti. Ce flux de devises expliquerait que des régions entières du pays continuent à survivre. Avec l'argent de la drogue (autrement plus substantiel et qui ne s'investit bien évidemment pas de la même façon), ce sont les deux principales ressources financières du pays, aujourd'hui, loin devant l'argent de la coopération internationale. Sauf exception, cette aide ne s'inscrit pas dans des programmes de développement, avec des objectifs et des projections dans le temps, une contractualisation avec des structures locales mais plutôt dans des relations inter-individuelles et familiales. De ce fait, une partie de l'effet levier est sans doute perdu. Certains acteurs ont commencé à réfléchir en ce sens. Il faut aller plus loin, non pas en cherchant à se mettre d'accord sur tout (ce qui est impossible) et encore moins à définir un

programme d'ensemble pour l'avenir du pays mais en tentant de fixer des priorités, par région. Ceci doit passer par des accords de coopération entre organisations de migrants en Europe (ou aux Etats-Unis et au Canada), associations locales, acteurs du secteur privé, élus locaux (dont il faut forcer l'implication, là où c'est possible, pour contribuer à l'émergence et la formation d'une nouvelle classe politique, responsable devant ses électeurs). Des « succes stories » existent, dans le Plateau central, dans le Sud-ouest, dans le Nord-est et ailleurs, il faut aller les chercher, les reproduire. Imaginons, par exemple, ce qu'il adviendrait si la « diaspora » haïtienne décidait d'investir massivement dans l'éducation, secteur le plus sinistré et dans lequel même les plus pauvres dépensent énormément d'argent pour envoyer leurs enfants dans des écoles « borlettes »...

A ce sujet, on doit s'interroger sur l'avenir de la relation des générations suivantes avec leur pays d'origine. Souvent leur relation avec Haïti est plus lâche. Comment se transformera-t-elle ? Compte-tenu du rôle joué actuellement par les remises, l'enjeu économique et social est tout à fait crucial, bien sûr, mais c'est aussi un enjeu politique pour l'avenir d'Haïti, de sa relation à soi-même et au reste du monde.



L'actualité du mois

Vie politique nationale

La Convergence démocratique et Fanmi Lavalas rencontrent l'une et l'autre des difficultés : la Convergence perd le soutien du Rassemblement des Démocrates Nationaux Progressistes (RDNP), le Président Aristide perd celui d'un artiste très populaire « King Kino » du groupe Phantoms et subit des critiques internes dans son parti. Ambiguïté et perte de crédibilité se manifestent des deux côtés.

L'ambiguïté règne également au Sénat dans le traitement du dossier de levée de l'impunité parlementaire du sénateur Dany Toussaint et dans les relations police-justice avec la « ré-arrestation » -à sa sortie de prison- de l'ancien général Prosper Avril. Souci de justice ou arrangements politiques ?

Pas d'ambiguïté au contraire dans la détermination des journalistes haïtiens à réclamer que la justice soit rendue pour leurs collègues assassinés, Jean Dominique et Brignol Lindor. Ils sont soutenus par l'association Reporters Sans Frontières.

La justice n'a pas été rendue non plus pour les syndicalistes de Batay Ouvryè qui travaillent sur les plantations Guacimal et dont certains ont été arrêtés ou battus jusqu'au sang.

Juger demande souvent un réel héroïsme : certains juges n'ont d'autres ressource que de se réfugier –provisoirement, souhaitons-le- aux Etats Unis.

Vie locale

Dans l'administration publique le Président Aristide a donné un grand coup de balai.

Dans la campagne : des paysans mécontents sont venus manifester le 1^{er} mai dans la capitale ; à Saint Raphaël certains occupent des terres dans la plantation d'oranges Guacimal : ils craignent de perdre leur travail si la Société Cointreau, actionnaire minoritaire et acheteuse principale de cette production, cesse de s'y approvisionner par souci de son image de marque « devant les exactions exercées contre les syndicats ».

Tout cela n'a pas empêché des dizaines de milliers de personnes de visiter, à Port au Prince, la foire agro-artisanale organisée sur le Champ de Mars.

En ville l'agitation sociale gagne du terrain pour l'amélioration des services sociaux de base, les infrastructures routières... et l'alphabetisation.

Relations internationales

Les missions de l'OEA se succèdent : juristes, puis conseillers en démocratie. Le gouvernement réaffirme son soutien à ces missions.

Enfin les relations se sont tendues entre la Présidence et l'ambassadeur de France qui n'avait pas mâché ses mots sur la situation haïtienne. « Ingérence » dit la Présidence, « Clarté et sincérité » précise le ministre français des affaires étrangères soutenant l'ambassadeur.

En conclusion : La Diplomatie suit son cours pour une reprise des négociations politiques mais des réfugiés haïtiens continuent à mourir noyés au large des Bahamas (200 auraient péri cette année).

Face aux difficultés de leur pays, catholiques et protestants se sont réunis les 11 et 12 mai dernier pour prier ensemble et marcher pour la paix et contre la misère.



Et pendant ce temps là... Cela se passe ailleurs...

Équateur : La Banque mondiale a approuvé un prêt complémentaire de 4,8 millions \$ (sur 20 ans, dont 5 ans de grâce) pour faciliter l'achèvement du recensement agricole et pour communiquer les résultats efficacement à la population rurale.

Uruguay : La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) (groupe Banque mondiale) a approuvé le 25 avril 2002 un prêt de 43,43 millions \$ pour un troisième projet d'amélioration de la qualité de l'éducation de base. Ce projet mettra l'accent sur la construction et la remise en état d'écoles ainsi que la formation des professeurs.

Honduras : La Banque mondiale a approuvé le 7 mai dernier un crédit IDA de 27,1 millions \$ sans intérêts (sur 40 ans, dont 10 ans de grâce) pour soutenir les politiques du gouvernement visant à étendre les services de santé aux pauvres et à renforcer la qualité des services médicaux.

Cuba : Mme Marta Lomas, ministre des Investissements étrangers et de la Collaboration économique, et M. Jean Levy, ambassadeur de France, ont signé quatre accords de coopération d'un montant de 3,2 millions d'Euros, financés sur le Fonds français, consacré à des pays prioritaires en matière de solidarité, dont Cuba bénéficie depuis 1999, et sur la réserve décentralisée pour des projets sociaux. Ces accords concernent les actions de formation, d'équipement et de documentation dans la santé publique (1,5 million d'Euros sur 3 ans), un programme de cartographie (457 347 Euros), l'échange scientifique (1 million d'Euros) et le 4^{ème} accord est financé sur la réserve décentralisée pour les programmes sociaux du gouvernement français (150 000 Euros).

Trinidad et Tobago : Le comité du Fonds européen de développement (FED) devrait approuver en septembre 2002 une aide de 710 000 Euros pour l'amélioration de la production des systèmes agricoles basés sur le cacao ainsi que la mise en place d'un fonds d'investissement.

Amérique latine Info n°884 du 16 mai 2002

Nous avons reçu... un article de :

Arthus WEIBERT qui a rencontré Beetova Obas pour son album : « Kèm Poze »

"*Kèm Poze*" c'est le titre du prochain album de Beetova Obas. Cet album qui doit contenir 12 morceaux est un mariage du style qui est propre à l'artiste avec, bien entendu, quelques nouveautés dans le style de Beetova. A paraître en août prochain, l'album qui est dans sa dernière phase de sonorisation doit contenir des titres comme : "*Kèm Poze*", "*Limyè*", "*An Han*" qui est une adaptation de l'œuvre d'un poète haïtien Jacques Gabriel, mise en musique par Archile Pariss et connue sous le nom de "Kochon Saint-Antoine".

Content du succès de son duo avec son frère Emmanuel Obas dans l'immortelle chanson "*Nèg Congo*" de son dernier album, Beetova compte utiliser une fois de plus les talents de "Manno" dans "*Kèm Poze*". Pour le moment, l'artiste ne veut pas dévoiler l'apport que doit apporter son frère dans le prochain album, seulement Manno sera présent dit-il.

Entre la fin de la sonorisation et la sortie réelle de son dernier album, Beetova Obas doit participer à trois festivals dans les Caraïbes avant de retrouver ses fans en Haïti et dans les Antilles en décembre prochain lors d'une grande tournée.

En ce qui concerne les actes racistes dont, avec Emmeline Michel, il serait l'objet en Guadeloupe, Beetova Obas dément formellement avoir des difficultés dans le département Français d'Outre mer. L'artiste haïtien ne nie pas qu'il y a un développement de la xénophobie en Guadeloupe. Beetova Obas estime qu'il y a tout un combat à mener en ce sens. Et de ce fait, racisme et xénophobie sont,

entre autres, des thèmes qui feront l'objet de son prochain album.

"*Kèm Poze*" est une fusion du style caribéen où la guitare et le tambour seront à la base de ce mélange de rythme des musiques Haïtienne, Cubaine et Brésilienne. L'artiste se veut humble mais confiant. Haïti sera bien présenté et représenté à travers cet album. Le public sera satisfait dit-il.

Beetova Obas parle de l'album au présent comme si ces 3 mois qui restent ne voulaient rien dire. « *Se sètèman paske "Kèl Poze"*. »

Beetova Obas qui était en France ce week-end du 27 avril a participé à une journée de solidarité avec la Bibliothèque "*Monique Calixte*" organisée à la médiathèque de la cité des sciences et de l'industrie à Paris. Ont également participé à cette journée Mme Michèle Pierre-Louis de la Fondation Konesans ak Libète (FOKAL), Rodney St-Eloi des Éditions Mémoires et le professeur Vertus St-Louis de l'École Normale Supérieure tous venus de Port-au-Prince.



A lire, A voir, A écouter :

Le nouvel album de **Lauren Hill** vient de sortir. De très belles chansons interprétés par *l'ex chanteuse des Fugees* qui se place parmi les plus belles voix de la « Soul Musik ».

